

Sevrer le Centrafrique de coups d'Etat et le convaincre de bâtir un destin commun.

Gervais Douba

Enseignant-Chercheur en sciences de gestion (Université de Rouen)

Consultant en ETD (Entrepreneuriat-Territoire et Développement) Symbiose Ingénierie Internationale .

Introduction

***« Un jour, tout sera bien ; voilà notre espérance.
Tout est bien aujourd' hui; voilà l' illusion »***

Voltaire.

Les évènements de Janvier (Accords de Libreville du 14 Janvier 2013) et du 24 Mars 2013 ont pris de cours tous les tribuns et autres scribes de Centrafrique ; voire d' Afrique.

Comment analyser l' enchaînement des conflits qui ont commencé en Côte d' Ivoire en passant par le grand Nigéria puis par le Mali puis aujourd' hui en Centrafrique ! L' ère postcoloniale a connu le versant politique des partis uniques jusqu' à l' écroulement du mur de Berlin et le discours de la Baule de François Mitterrand ; appelant à l' émergence du multipartisme comme nouveaux instruments de démocratie balbutiante. Les formations politiques animées par les oligarques et les Chicago boys n' ont pas réussi à relever le défi d' une analyse alternative de la lutte contre la pauvreté des communautés humaines et des collectivités territoriales. Elles se sont toutes données ; mains et poings liés, soit à des idéologies laïques soit à des idéologies religieuses. Leur vertu cardinale sinon leur crédo et totem est de parvenir à exercer le pouvoir et l' autorité au prix de la vie des milliers d' innocents. Ce qui se passe en Centrafrique est illustratif de cette connivence entre idéologie maçonnique et idéologie religieuse pour la dépossession des communautés humaines et les collectivités territoriales. Le coup d' Etat du 24 Mars 2013 doit être analysé comme une œuvre de coalition entre les loges maçonniques de Brazzaville et Libreville et les idéologies islamistes. Après l' échec des formations politiques classiques et des religions traditionnelles en matière de contrôle des esprits, de formation à la citoyenneté et à la construction d' un Etat nation et d' un destin commun, les forces occultes sont déployées pour placer sous leur emprise, l' esprit des

communautés humaines et les collectivités territoriales. Djotodia et Tiangaye sont des têtes de pont des connivences d' intérêts dont le mandat est de faciliter la réussite de cette entreprise de reconquête des esprits. C' est à l' aune de ce prisme qu' il faut poser le regard sur ce qui se passe à Bangui.

Dans notre cheminement pour décortiquer l' historicité et non l' histoire des mœurs et pratiques politiques ayant fait le lit de l' actualité en Centrafrique, nous avons mis en œuvre un instrument de médiation et de remédiation cognitive du réseau de recherche auquel nous appartenons ; outil dont nous sommes co-auteur. Il s' agit de faire affleurer l' historicité des choix politiques, idéologiques et économiques de l' ère postcoloniale puis de préconiser une orientation politiquement faisable dans la perspective de la nouvelle constitution de 2016 en tant que « socle de valeurs communes.

Sur le chemin de notre quête d' éléments susceptibles de nous aider, à comprendre les causes de cet alliage entre les deux idéologies, nous nous sommes arrêtés sur un phénomène quasi-cyclique ; les coups d' Etat. En essayant d' explorer les ressorts du phénomène, nous avons l' impression de marcher sur les dunes de sable mouvant. La terre se dérobaît sous nos pieds et nous n' avions ni boussole ni repère.

Quelques exemples : Bokassa et sa célèbre conversion accélérée à l' Islam par Khadafi au point de se débaptiser ; Sala Adin Bokassa. La prolifération des foyers de contention et la Minurca, la Bonuca pour finir avec l' Affaire Bemba. Enfin, le coup d' Etat du 15 Mars 2003 où un illustre coéquipier de Bozizé construisait déjà son opposition politique sur la religion. Aux pieds du veau d' Or que les deux grandes religions monothéistes ont bâti en Centrafrique, de concert avec les forces politiques et militaires, les autels sont pris d' assaut par le folklore religieux et le palais de la renaissance a eu plus d' attrait que le paradis promis par Jésus à ses rachetés. La religion de l' ère postcoloniale s' est fondue dans la mascarade et la parodie au point que, devenir un homme politique de premier rang était désormais la vocation première des hommes d' Eglise. Les sermons sont truffés d' approximation épidermique.

Désireux de décortiquer, ausculter, disséquer le phénomène pour faire entrer cette historicité dans la grille de lecture à laquelle nous

faisons allusion, afin de fournir la clé de lecture la plus crédible qui soit ; ce qui aiderait les générations futures à cerner une partie de l'histoire de leur pays (1), nous avons retenu quelques points clés de l'historicité du phénomène de coups d'Etat en partant de deux questionnements :

Sur quels fondements idéologiques et philosophiques reposent les différents coups d'Etat ? De Bokassa à la coalition loge maçonnique - Séléka ?

Le Centrafrique s'enfoncé au jour le jour dans le marasme économique, le déclin de l'estime de soi mais paradoxalement ses élites civiles et militaires s'accoutument dans des rapports de méfiance et de défiance. Qu'est-ce qui fait que ce pays-pauvre en invention d'un socle républicain et d'un pacte social- devienne expert en pratiques industrielles de coups d'Etat, si derrière les manipulateurs, il n'y a ni VRP des complexes militaro-industriels ni seigneur de guerre de l'import/export de téléphones portables, de véhicules 4*4 tout terrain et autres prophètes d'influence maçonnique et d'idéologie religieuse.

Après élagage d'éléments peu pertinents, nous en sommes venus à :

1) Appréhender le coup d'Etat comme anomalie institutionnelle par nature mais avec des souteneurs Appréhendé en tant que phénomène, un coup d'Etat est le support d'une pathologie chaque fois qu'il ne repose sur aucune idéologie ni philosophie socio politique. Ce n'est pas qu'un symptôme, c'est une cause, c'est l'étincelle, le feu mal éteint qui couvait. En Centrafrique, cette cause s'appelle la gouvernance territoriale. On n'a pas songé à fédérer les acteurs économiques locaux, à créer de nouveaux liens économiques régionaux ; bref à labourer le territoire en mettant en place une culture de la délibération . Ce concept renvoie avant tout au concept de développement local, d'intérêts humains et territoriaux de proximité. Depuis Bokassa jusqu'à l'actuel coup d'Etat, l'ère postcoloniale n'a jamais mobiliser des ressources au service d'un territoire ni organiser, voire

structurer la montée de société locale et des intérêts organisés. On n'a jamais institué la constitution d'acteur collectif au niveau local. Ce déficit de réflexion sur la gouvernance local a fait des territoires locaux des repaires de brigands, des refuges pour les groupes armés. Le coup d'Etat confirme le caractère fantôme d'un Etat et où, en filigrane, on fait la course aux prébendes pour les dirigeants et à l'obtention soit des concessions minières soit des baux quasi-emphytéotiques pour l'ancrage de lieux d'embrigadement des esprits des plus vulnérables, pour les souteneurs, le tout au détriment de la moindre analyse et structuration de projets de développement. L'observation du phénomène, on en vient au constat ci - après :

L'accueil réservé par de nombreux observateurs, notamment une partie des médias étrangers à M. Nicolas Tiangaye comme Premier ministre est de nature à soulever des questions et non de moindres. D'aucuns l'approuvent des deux mains pour son « intégrité légendaire ». Ce critère est nécessaire mais pas suffisant considérer l'efficacité et la performance d'un homme politique. La référence au critère morale est souvent trompeuse.

Nous rappelons que Tiangaye doit sa célébrité à Bokassa dont il a assuré la Défense. Il avait également été l'avocat défenseur de Bozizé et son proche collaborateur ; en étant le Président du premier CNT, Par le temps qui court, on ne doit pas faire la fine bouche par rapport à l'offre des intelligences politiques en place certes mais de là à baisser la garde et s'enliser en matière d'exercice de vigilance ! Non. L'état des lieux requiert, que l'on ajoute à ce critère, d'autres qualités notamment les exigences d'une république. Le Centrafrique n'ayant connu jusqu'alors que mascarade et parodie de pouvoir et perfidie dans l'exercice de d'autorité, donner un blanc-seing à ce Monsieur, qui par ailleurs, inspire de notre part, respect et considération, c'est aller vite en besogne. Pour avoir défendu Bokassa et Bozizé en soi n'a rien de criminel ni manquer d'intégrité mais, ne perdons pas de vue que M. Le Premier ministre appartient aussi à une loge maçonnique et que, ni lui, ni M. Le Président Djotodia n'ont à eux seuls la panoplie complète moyens de sortir le pays du borbier ; à moins de tendre la main à leurs souteneurs . 2) La coalition et celui qui l'incarne ; M. Djotodia, est une mosaïque d'avidés de flagornerie, de félonie et de gens fascinés par le versement du sang.

En somme, qu'il s'agisse d'apprécier le Premier ministre et son gouvernement, le Président auto

1) République Centrafricaine : L'éducation contre toute attente. Catérina Pino/ et Farid Boubekeur UNICEF Bangui Rapport Linguiri 25 Février 2011 (IRIN)

proclamé, nous en appelons au CNT afin qu' il entreprenne tout pour éviter de réduire les critères d' appréciation d' une éthique politique à la seule « intégrité morale ». Un tel angle de vue est soit très juvénile soit très approximatif sinon relève de l' angélisme. Le critère le plus pertinent serait l' exigence républicaine. Cet homme porte-t-il en lui les exigences d' un pacte républicain et d' un pacte social à édifier. C' est à l' aune et c' est seulement à l' aune de ce prisme qu' on appréciera les politiques publiques qu' il inspire et les actions politiques qu' il met en œuvre. Les candidats à la reconnaissance ne manqueront de faire des « visites à la Nicodème »

2) Si le phénomène est l' invariant d' accès à la magistrature suprême pour les promoteurs et ceux qui leur accordent la logistique et les facilités, les éclaire-t-il autant sur le positionnement géo stratégique de l' Afrique en général et de la Communauté des Etats de l' Afrique Centrale en particulier, notamment au sujet de la situation socio-économique.

A la lumière de ce second point, nous considérons qu' après la bipolarité que le monde dont l' Afrique a connue (Est-Ouest, coexistence pacifique et guerre froide), le monde cherche ses nouveaux référentiels idéologiques, dans un contexte de polycentrisme géopolitique où logique de marché et Convention de Washington, coopèrent avec les logiques maçonniques et les capitaux philanthropiques à caractère religieux . A cet égard, nous considérons que l' Afrique est aujourd' hui située entre les Nations qui conçoivent et celles qui fabriquent. Elle est réduite soit à se contenter de consommer par mimétisme soit à tenter de transplanter servilement ce qui se pense ailleurs malgré le paradoxe de sa richesse ; ce que Joseph Stiglitz appelle « **la malédiction des richesses** » et que l' agronome René Dumont faisait remarquer dans un ouvrage quasi prémonitoire ; **L' Afrique noire est mal partie »**(2)

L' ère postcoloniale sans idéologie ni philosophie politique fait du coup d' Etat sa marque de fabrique

Dans le contexte Centrafricain, on n' a jamais identifié l' idéologie, qui sert de moteur , à

2) René Dumont « **L' Afrique noire est mal partie** ». Ouvrage paru en 1962.

l' exception de l' idéologie du ventre « La politique du ventre » ; expression bien connue. Dès lors comment élucider le phénomène ; en tant qu' anomalie ou support de pathologie et les effets qu' il entraîne, sans risquer de se contenter de plaquer servilement les instruments d' analyse que nous ont légués nos théoriciens de référence. De Tananarive à Bamako, sans oublier Ndjamena, Kinshasa, Bangui, Accra, Ouagadougou, Nouakchott, Lomé, Niamey et très longtemps Cotonou, pour nous en tenir aux villes citées fréquemment comme théâtres de coup d' Etat de l' ère postcoloniale ; les coups d' Etat ont révélé des Etats fantômes et des Etats en faillite.

L' entreprise d' élucidation à laquelle nous, nous lançons s' inspirera de l' exemple du Centrafrique ; un des réservoirs génitaux de coup d' Etat. Poser la question de savoir pourquoi l' ère postcoloniale n' est tramé, que de coups d' Etat n' a rien de subversif, osons nous espérer. En l' absence de soubassement idéologique identifiable, et identifié, il est réduit à être propice la prolifération de toutes les formes d' imposture et, du sommet de l' Etat aux institutions religieuses et syndicales, on ne débat de rien puisqu' on grave les échelons à coup de décrets et d' ordonnances. La norme de l' ascension sociale ne résulte ni de la formation ni de la créativité et de la production mais de l' obséquiosité et les actes d' allégeance.

Partir du Centrafrique comme lieu d' exploration de l' âge d' or du phénomène, c' est parce que tous les ingrédients y sont : le coup d' Etat est élevé au rang de construction sociale par les oligarchies civiles et religieuses.. Si, depuis la naissance de l' ère postcoloniale aux événements récents du 24 Mars 2013, le coup d' Etat est érigé en unique moyen d' accéder à la magistrature suprême, c' est parce que sur le plan politique, on confond « patriotisme » et « chauvinisme impulsif », ce qui induit le culte de la personnalité; c' était le cas de Bokassa, Kolingba, Patassé et Bozizé.

Sur le plan politique toujours, à la demande sociale en nourriture, en recherche de bien-être, l' homme politique Centrafricain répond par les gestes ponctuels de charité ; distribution des pagnes, de sucre, de savon etc. ; la distribution des indulgences aux nécessiteux, aux plus démunis. Ce n' est jamais la mise en place des structures-génératrices à termes, d' autonomie des communautés humaines et d' émancipation pour les collectivités locales- la construction des infrastructures. L' idéologie régnante est plutôt

celle de la multiplication des fabriques de dépendance -dans toutes les régions-, des félons et courtisans :

Le moyen d'y parvenir n'est ni les instruments de recettes publiques mais l'instrumentalisation éhontée de l'ethnie et de la tribu.

Comme nous le verrons dans nos développements *infra* le coup d'Etat en Centrafrique fait débarquer à la tête de l'Etat, des hommes sans envergure qui s'improvisent hommes politiques et finissent par mettre en couple réglée les territoires. De ce point de vue, n'est-on pas en droit de se demander, pour ce qui des autres tribus non bénéficiaires de la manne, quel tribut doivent-elles payer, pour s'attribuer les attributs de l'Etat auquel elles sont supposées appartenir. Cette construction politique mérite que l'on s'attelle, pour la disséquer.

Ce plaidoyer se refuse de céder à la conjecture. Sa trame est tissée d'écrits des Centrafricains eux-mêmes sur le prix de la banalisation du coup d'Etat, par les formations politiques depuis les années soixante et sans respect de chronologie jusqu'à la dévaluation du franc CFA. Nous avons cherché à repérer, à identifier pour construire une sorte de fiche de lecture ou revue de presse pour construire notre observation de cette triste réalité de ces dix dernières années (2003-2013). Le reflet des opinions traduites à travers les tribunes. Du point de vue source, ces tribuns et ces scribes se sont exprimés soit sur Sangonet, soit sur Centrafrique-press et d'autres journaux circulant à Bangui ; le Confident, Radio Ndéké Louka pour ne citer que ceux-là.

La plus grande difficulté que nous avons rencontrée dans ce travail est le prisme d'analyse pour le classement pour les auteurs de tribunes et l'absence de ligne éditoriale en termes de positionnement pour les médias :

Par exemple. Ils ne décortiquent pas assez l'instrumentalisation du tribalisme.

Sans idéologie de référence, idéologie crédible, fiable sociologiquement et anthropologiquement, on use du tribalisme comme base de recrutement.

La confusion est grande lorsque l'on lit les auteurs de tribune dans le maniement du concept de « gouvernance. On transforme les militants en groupies et grillots davantage qu'on ne les forme pour être des citoyens et par voie de conséquence,

des vecteurs de communication.

Autres remarques : Les auteurs se limitent à la dénonciation approximative du népotisme et du favoritisme alors qu'il faut inscrire cette anomie sociale dans le contexte globale de l'absence de pacte sociale.

Le peu d'empressement des formations politiques à mener des réflexions systématiques sur les freins à tout progrès tels les pesanteurs psychologiques. Les auteurs abordent les problèmes uniquement sous l'angle « macro-économique » ; participant ainsi à la mise à l'écart des collectivités territoriales et à la non implication des communautés humaines en zones rurales. Les auteurs ont des avis sur tout et sans profondeur aucune ; ce qui rend peu crédibles, à la fois le référentiel scientifique de rattachement de leur axe d'analyse et la faisabilité politiques de leurs préconisations. Néanmoins, du coup d'Etat de Bozizé du 15 Mars 2003 à celui du 24 Mars 2013 de la Séléka, deux tendances se dégagent :

La première catégorie de tribunes dénoncent le coup d'Etat, comme seul moyen d'accéder au pouvoir et d'exercer l'autorité politique et relèguent la conflagration qu'il entraîne sur le territoire au rang des effets collatéraux. Cette catégorie classe les coups d'Etat en deux types ; les bons coups d'Etat et les mauvais coups d'Etat. Les coups d'Etat de Kolingba et de Bozizé ont été rapidement légitimés comme un moindre mal malgré l'absence d'orientation politique et le tropisme de détermination au point que Bozizé a été accueilli comme un « bienfaiteur ». Ainsi, la représentation qu'on a de ceux qui initient un coup d'Etat serait celle des « sauveteurs en mer » des rédempteurs nantis d'un sacerdoce. Des spécialistes de l'approximation et du raccourci, ont vu en lui un certain Moïse.

En revanche, la seconde tendance assimile le phénomène à des perturbations climatiques cycliques auxquels les régions de la Caraïbe notamment sont coutumières. Tels les cyclones, des ouragans voire les tempêtes et les tourbillons qui s'abattent sur le peuple innocent de Centrafrique et ses dirigeants, arrachant et dévastant tout sur son passage; biens et vies humaines suivant un cycle ; en l'espèce, les coups d'Etat ont lieu en Centrafrique ; en moyenne après une décennie, sauf celui entre Dacko II et Kolingba.

Cette tendance, que nous appelons « fataliste et désespérante », a la particularité

d' assigner la Communauté internationale à son tribunal au point de lui imputer tous les maux dont souffrent les territoires et communautés humaines en Centrafrique. Elle considère que la communauté internationale est coupable de crime de non-assistance à peuple en danger, à peuple en détresse et en désarroi ; oubliant la genèse des proliférations des troupes d' assistance à Bangui ; Minurca, Bonuca et l' abandon dans les tiroirs, des études des institutions Onusiennes à Bangui, jamais mises en œuvre. (Renvoi à nos notes de bas de page)

L' une et l' autre des deux tendances ont en commun de souffrir d' amnésie collective et oubliée que l' ère postcoloniale a conduit le Centrafrique à une impasse.

L' impasse la plus tangible est l' absence de choix d' un pacte social et d' un modèle de société identifiable et pérenne.

Rien n' est entrepris pour rendre les territoires interdépendants et complémentaires ; participants au désenclavement interne. Nous nous demandons, si la problématique de la gouvernance territoriale désormais question centrale dans le développement territorial et un enjeu pour l' élaboration des politiques publiques a effleuré l' esprit de l' ère postcoloniale. Pourquoi n' a-t-on pas initié des études proposant aux acteurs locaux, des guides d' accompagnement des dispositifs et des outils de gouvernance territoriale en matière de liens entre les grandes communes et les intérêts, qui peuvent en résulter, en termes de renforcement des capacités humaines et organisationnelles dans le cadre de l' unité nationale. Par exemple les Mairies de Mbaïki et Berbérati, celles Bouar ou et Bambari et pourquoi pas entre Bangassou et Bossangoa.

Le fait que le Centrafrique soit devenu, non seulement l' un des pays pauvres très endettés (PPTE)- mais également l' un des passagers clandestins de la communauté internationale- ce qui crève les yeux de tout le monde - n' est que rarement perçu comme corollaire de coups d' Etat. Nous précisons que la gouvernance à laquelle nous faisons allusions recouvre alors le passage d' approches sectorielles et descendantes, vers des approches territoriales entre acteurs et institutions diverses pour la construction collective d' un projet commun. Le déficit de ce type de réflexion a aggravé la vulnérabilité des communautés rurales.

Démunies de lignes directrices de politiques publiques, les commerçants de confession musulmane mais d' origine étrangères diverses ;

Nigériane , Sénégalaise, Malienne, Libanaise, Soudanaise et Tchadienne et autres deviennent des incontournables des pouvoirs locaux et ceux qui contribuent à la fragilisation des frontières et la libre circulation des bandes et groupes armés.

Ce regard aristocratique et snobe de l' ère postcoloniale sur les intérêts humains et territoriaux de proximité est à l' origine de la paralysie et de la sclérose des territoires ruraux. Un tel déficit confine à l' absence de construction de digues et de rempart. Les territoires ruraux notamment frontaliers sont sans abris or la question des rapports entre les territoires n' est jamais analysée comme la probable cause d' infiltration de bandes et groupes armés.

De mémoire de Centrafricain, l' analyse du coup d' Etat comme phénomène de destruction de lien social et de déni des droits humains par l' instauration d' un régime sécuritaire et l' inhibition de la moindre initiative d' émancipation n' est pas pointé du doigt comme devrait, à l' évidence requérir l' attention.

La culture dominante est celle de l' allégorie et de la narration et non de l' analyse des causes et des corollaires. Cette absence de recherche de clé de lecture n' est pas innocente.

Pour terminer notre observation sur la revue de presse, nombre de signataires de tribunes dénoncent ceux qui piaffent d' accéder au pouvoir, dès que la respiration démocratique le permettrait, c' était le cas de Patassé, espèrent apparaître comme le « libérateur » dans l' ouvrage commun de Abdoulay Sagi et Sédar Senghor ; **Leuk Le Lièvre**.

C' est désolant de remarquer que chaque fois qu' il y a tentative d' exploration de la part de telle sommité ou de tel pont, elle se révèle approximative ou se transforme en véritable commentaire de lieu commun par le mélange des causes et circonstances, voire des causes et corrélation pour ne pas dire une confusion entre syndrome et cause.

Au regard de ces deux tendances, on finit par admettre qu' en Centrafrique, les formations politiques et les élites échafaudent une sphère politique qui échappe à la réflexion, à tout travail méthodique. Ainsi, les réalités socio-politiques Centrafricaines ont vocation à être davantage « pensées » et « colmatées avec des rustines » que « pensées ». L' Etat a depuis toujours été un Etat « fantôme » plutôt qu' un Etat « bâtisseur »

en quoi que ce soit et surtout pas de la nation ; n' en déplaie à certains auteurs qui soutiennent qu' il existe déjà en Centrafrique, un Etat-nation.

Entre le vide et le creux dans lesquels ont plongé les formations politiques Centrafricaines après l' écroulement du mur de Berlin, il y a de la sécheresse idéologique en termes de référence et de référentiel dans les pratiques et les mœurs politiques en Centrafrique. Cet espace vertiginogène entretient la porosité entre l' armée et les oligarchies laïques et religieuses.

Certains trouvant dans les alliages contre nature, des raisons de se rattacher à des références théoriques même si le référentiel d' origine n' a aucune historicité avec l' histoire des communautés humaines et des collectivités territoriales de Centrafrique. D' autres se jettent dans des constructions approximatives et dignes de syndicats étudiants pour leur éveil politique que pour diriger un pays. On dirait que le domaine politique est une aire où la rationalité est bannie. Les hommes politiques se mettant en lévitation et passant pour des rédempteurs, voire des êtres surhumains.

Se prenant pour des extraterrestres ou des terrestres extra, ils ne prennent aucun filet de sécurité notamment en matière de politiques économiques à impulser. On ne permet pas à l' expertise de s' exprimer, seuls règnent la coercition, l' enchevêtrement des injonctions paradoxales et l' ostracisme.

Il nous est difficile de ne pas mentionner la question de défaut de perspective d' avenir pour les enfants (3) D' abord parce que les Mouvements de Janvier et d' Avril 1979 ; deux ans après l' anxiogène valse, que Bokassa a fait danser aux institutions Centrafricaines et ensuite parce que, alors que les infrastructures d' enseignement et de formation et de soins sont en lambeau sur tout l' ensemble du territoire Centrafricain, les progénitures des oligarchies poursuivent tranquillement leurs études et formations à l' étranger.

Les impacts du phénomène de coups d' Etat sur la jeunesse Centrafricaine est l' institution systématique des années blanches dans le système éducatif et de formation. A l' aune

des années blanches, la jeunesse Centrafricaine est disparatée en matière de capacités d' employabilité et de poursuite d' études à l' étranger, où les exigences de niveau sont élevées et les capacités d' obtention des diplômes par la force de grève en se prévalant des « années blanches » imputables aux dysfonctionnements des institutions. Depuis près de 30 ans, les années académiques et scolaires ne se déroulent qu' en dents de scie ; mettant la jeunesse Centrafricaine en position de fragilité et d' infériorité du point de vue des connaissances et des compétences à acquérir pour être compétitif par rapport aux pays voisins.

Ensuite, la montée vertigineuse du phénomène d'enfants-soldat ; véritable corollaire des coups d' Etat à répétition. Sous le régime Bozizé, on dénombreait 2500 enfants soldats. Le programme DDR n' a jamais été mis en œuvre. Le déficit de structure d' enseignement et de formation dans des sous-préfectures comme Mbrès frise l' indifférence voire l' abandon par l' Etat, de tout ce qui relève de l' avenir de l' Education et de la formation en Centrafrique. Dès lors nous considérons que le phénomène de coup d' Etat est un instrument de reproduction des classes ; les enfants des paysans, des petits producteurs, des classes moyennes ne peuvent bénéficier, ni de bourse pour poursuivre des études à l' étranger, ni de formation stable sur place.

La prétention du présent plaidoyer est d' inviter les hommes et les forces socio-politiques à ne pas se tromper de code de décryptage.

Puisqu' il semblerait qu' un projet de nouvelle construction est en cours, qu' un Conseil de transition faisant fonction d' Assemblée nationale est en place et que l' une des attributions de ce dernier est de proposer une nouvelle constitution, le présent plaidoyer soutient que l' émergence d' un Etat nation dont les communautés humaines et les collectivités territoriales sont des Co-architectes est à souhaiter.

Comprendre avant d' agir ; que le CNT mette tout en œuvre pour que des institutions en gestation naissent de véritables remparts, et forteresses contre les velléités ultérieurs de l' ère postcolonial (4). Comprendre pour mieux scruter

3) Cf Rapport Farid Boubekeur UNICEF Bangui.

4) Sainte Bible « Les projets échouent faute de délibération. Mais ils réussissent quand il y a le nombre suffisant de conseillers (Proverbe 15 :22) et « Mon peuple périt par faute de connaissance » Osée 4 : 6.

l' autre phénomène ; poudre aux yeux qu' est le « multipartisme » ; véritable tanière des agents de l' obscurantisme et de l' instrumentation de l' ethnie et du tribalisme.

C' est plus que jamais l' occasion d' inviter les Centrafricains et leurs amis à sortir le Centrafrique de l' impasse où l' a comprimé l' ère postcoloniale, pour faire émerger la fabrique d' un Etat-nation (I).

Sortir le Centrafrique de sanctuaire de coups d' Etat induit l' édification des colonnes d' un Etat-nation.

Ensuite bâtir et édifier des balises et des référentiels, qui guideront à trouver les solutions pérennes aux différends entre le territoire et l' Etat, un Etat qui, coup d' Etat après coup d' Etat, a toujours fait marcher la République sur la tête (II).

En définitive le présent plaidoyer s' assigne deux objectifs ; réaliser une entreprise d' élucidation et convaincre le CNT d' avoir l' audace de faire sortir, de ce qui est un mal, un bien pour l' émancipation du plus grand nombre et de tous !

I : Coups d' Etat ; support d' une pathologie des mœurs et pratiques politiques et sociologiques.

En médecine comme dans les sciences sociales et sciences humaines, toute pathologie a un support ; c' est-à-dire, la pathologie est identifiée et diagnostiquée à partir de son support et c' est à la l' aune de ce support, que le médecin ou le consultant envisage des mesures thérapeutiques de guérison ou de dépannage.

Par ce prisme de support du coup d' Etat « insurrection » exprime la pathologie, qui gangrène les mœurs et pratiques politiques de l' ère postcoloniale en Centrafrique.

Faut-il se référer aux instruments d' analyse de la psychologie pour mettre en évidence les ressorts cachés du comportement des nouveaux Seigneurs et saineurs de Bangui pour savoir, que les miracles qu' ils promettent, ne seront que des mirages ! Se prévaloir d' une telle prétention, alors que le tissu social s' est effiloché, rappelle ce que disait Lacan au sujet de l' amour et du désir. Selon ce grand psychologue « ***l' amour***

consiste à donner, ce qu' on n' a pas à quelqu' un qui n' en veut pas ».

Les forces maçonniques et religieuses font miroiter aux Centrafricains leur patriotisme. Or, elles n' ont rien de patriotique et les communautés humaines et les collectivités territoriales doivent leur dire comme un seul homme, qu' elles n' en veulent pas. Si ces communautés et les forces qui s' octroient la vocation de médiation ne doublent pas de vigilance, l' usine à gaz, qui se construit pour 2016, va exploser et les massacres de « Séléka » ne seront que des pétards. Les questions qui doivent hanter les esprits jusqu' en 2016 sont les suivantes :

- Est-il possible de faire sortir un Etat-nation d' un Etat criminel et prédateur où n' a régné, jusqu' à maintenant que la culture de la répression et de la coercition ?

Depuis le premier coup d' Etat réussi du défunt Colonel Jean-Bedel Bokassa jusqu' à celui du 24 Mars 2013, s' est-on préoccupé de disséquer les effets dévastateurs du coup d' Etat sur le territoire d' abord et sur la fumeuse « unité nationale » après ?

Les diatribes du Dialogue Politique Inclusif ainsi les confessions de foi des différents candidats aux dernières élections présidentiels donnent à penser que la bataille en matière de la réflexion stratégique est loin d' être gagnée. Il y a un vide de leadership. Le comble c' est que certains leaders se prévalent des connivences extérieures, pour imposer leur légitimité et leur rayonnement à l' intérieur alors que d' autres se font encenser ou s' auto encensent, en laissant accréditer la thèse selon laquelle, avec eux, à la tête du pays, tout ira bien dans le meilleur des mondes. Les mœurs et forces politiques passent pour le centre de gravité du monde.

Aux régimes militaires classiques, on voit apparaître sur la scène un régime militaro-civile d' obédience islamiste et maçonnique qui font alliance, qui se coalisent pour perpétuer la dépossession des territoires et des communautés humaines en Centrafrique. En nous référant à la théorie générale de la cause et de l' imputation quelles étaient les logiques politiques et organisationnelles de territoire qui ont fait le lit à l' avènement du 24 Mars 2013 ; c' est-à-dire le versant le plus sombre de l' ère postcoloniale ? Nous en avons identifié trois. 1) L' armée interagissant avec les représentants des religions

catholiques et protestants pour ne rien faire qui emmènent des changements majeurs dans les rouages de l'Etat et des collectivités territoriales
2) les organisations de la balbutiante société civile dont les syndicats des travailleurs et étudiants ont peu ou prou, jouer leur rôle de médiation face à la montée de l'obscurantisme.

3) les formations politiques locales sont les pâles copies des **partis ; grands frères ou les partis « mentors »** de l'étranger, voire obéissant aux obédiences philanthropiques laïques ou religieuses. Or, il n'échappe à personne que les formations politiques mentors et les obédiences de toutes sortes sont des repaires de mercenariat.

A l'observation de ces trois faits, aucune des tendances ne s'est intéressée à la question de valorisation des capacités d'invention en matière d'artisanat, de tourisme, d'élevage des différentes composantes du territoire comme point d'appui et leviers de transformation de la société. Les secteurs et branches économiques héritées de la colonisation sont désormais exsangue ; absence de politiques publiques d'intrication et d'imbrication des territoires (a).

L'ignorance des politiques publiques adaptées à la territorialité a rendu propice la prolifération des entités chaotiques ingouvernables ; véritables viviers que se disputent les forces et groupes armés.

Une autre cause d'accélération de la vulnérabilité des collectivités territoriales est l'appellation aussi surannée qu'obsolète de « développement rural » ou de « développement intégré ». La seule réponse que l'Etat a donnée à cette impasse est la mise en place, autour de deux axes : les ministres résidents qui font doublon avec les Préfets et Sous-Préfets (b)

A) **Le prix de la banalisation du coup d'Etat.**

Sans se perdre dans la narration ou l'anecdote, l'une des raisons du coup d'Etat de la St Sylvestre 1965 (Le premier coup d'Etat réussi du Colonel Jean-Bedel Bokassa) trouve sa source dans un différend entre le défunt Mounoumbaï et le Chef d'Etat-major des Forces Armées Centrafricaines d'alors ; le Colonel Bokassa. M. Mounoumbay convoiterait le pouvoir alors que Dacko ; le Président préférerait le refiler au Colonel de Gendarmerie Izamo.

Mounoumbaï était l'homme qui

murmurait aux oreilles du roi David Dacko ; cumulant les attributions de Premier ministre et de Directeur de cabinet.

Il se trouve que Mounoumbaï est d'origine Tchadienne. Le Colonel Bokassa n'admettant pas qu'un étranger lui inflige des blessures narcissiques et savait qu'Izamo était un authentique officier par rapport à lui (5). La suite se passe de commentaire ; Bokassa larde à coups de sabre et de sa propre main le Colonel Izamo jusqu'à l'agonie. Mounoumbaï dont la tête avait été mise à prix, sera rattrapé quelques jours plus tard sur les rives de l'Oubangui, tentant de regagner l'ancien Congo Khinshasha, puis ramené à Bangui où il connaîtra la pire des cruautés qu'un homme peut infliger à son semblable. Bokassa au pouvoir, a fait le ménage autour de lui, assassinant un à un et à tour de rôle tous les officiers supérieurs de la Gendarmerie nationale, des trois Armées et de la Police ; à l'exception de félons et obséquieux d'allégeance comme les Bozizé.

On n'a pas le droit ; même souffrant d'amnésie collective, d'oublier les faits qui ont marqué le règne de Bokassa et qui ont fait de lui le «Tonton Macoute » en matière des droits de l'homme dont les tueries puis l'exposition publique de leur cadavre des voleurs pour servir d'exemple etc. Cette purge systématique fondée sur la logique du soupçon et de la trahison, ces traitements humiliant et dégradant des Centrafricains a atteint son point culminant avec les massacres d'élèves et d'étudiants innocents lors des événements de Janvier et d'Avril 1979

Un coup d'Etat instaure et institue davantage un régime de prédation et d'imposture que celui de doter les territoires d'une quelconque expertise. Il a toujours permis à l'auteur et aux instigateurs d'organiser leur impunité, de s'affranchir de tout contrôle des normes républicaines. En prenant le pouvoir dans la nuit de la St Sylvestre, Bokassa n'annonçait-il pas que l'heure de la Justice a sonné. ! Kolingba- à qui Dacko II (**Gouvernement de Salut Public**) avait refilé le pouvoir sous le manteau - ne faisait-il pas savoir que le pays traversait un tel désordre que l'armée a pris ses responsabilités et qu'une fois l'ordre rétabli, les militaires regagneraient la

5) Jean Français « **le putsch de Bokassa ; histoire secrète** » p.85 (Paris 2004)-

caserne.

Combien de temps le (**Comité Militaire de Redressement National**) est-il resté au pouvoir ? Quel était son bilan si l' on doit le jauger à la lumière des exigences d' un pacte républicain. N' est-ce pas sous le régime du Général qu' on a produit une cognition plus que clivante pour l'unité nationale ; « **les riverains, les savaniers et les hommes de la forêt** » ?

Les mutineries à répétition et le vacillement du pouvoir de Patassé, jusqu' au coup d' Etat du 15 mars 2003 avaient pour but de permettre à Bozizé, de se donner des jours sans inquiétude ! Le putsch de Bozizé était une démonstration de rapport de force. Un Président civil ose rétrograder un Général !!! C' est un crime de lèse- majesté, une offense à la sacro-sainte honorabilité de ce corps, un parjure, un sacrilège. Qui oserait punir les militaires ; centres de gravité du Centrafrique et du monde ! Le coup d' Etat est leur Totem contre les autorités politiques, surtout quand celles-ci sont des civiles.

Les officiers suspendent sur la tête des autorités politiques civiles une sorte d' épée de Damoclès. Les coups d' Etat de Bokassa et de Bozizé s' inscrivent dans cette logique en érigeant l' impunité au rang des institutions et en affranchissant certains hommes des lois ; au point que, même après avoir sollicité le suffrage universel, Bozizé a continué à commémorer la date de sa prise de pouvoir à l' exemple de Bokassa pour chaque 1^{er} Janvier. D' ailleurs les discours les plus belliqueux, les plus clivant et stigmatisant voire les véritables apologues de crime à l' encontre des formations politiques de l' opposition à l' occasion de ces commémorations. A l' adresse des forces armées, il a toujours brandit la menace.

En Centrafrique le phénomène est symbolique de forces et de domination. Il est générateur de nouvelles cognitions en matière de félonie et d' obséquiosité. La puissance se juge à l' aune de l' intimidation que l' on inflige aux forces politiques d' opposition en contrôlant et réduisant leur liberté de circulation ; même à l' intérieur du pays. Pour les déplacements à l' étranger, on les en empêche purement et simplement puisqu' on a le pouvoir de déployer les forces de l' ordre et de faire exécuter l' ordre par la force ; la coercition, la brutalité, les exécutions sommaires sont caractéristiques des coups d' Etat.

Les coups d' Etat successifs ont installé le

territoire dans la satrapie (les ministres résidents en est une traduction) et la dérégulation ; aggravée en cela par la généralisation du système de prébende. (Au- delà de ces caractéristiques), la marque de fabrique du coup d' Etat est l' absence de reconnaissance du prix de la vie humaine. On tue, on viole, on humilie et avilit sans état d' âme.

Toutes les capacités humaines et organisationnelles du territoire qu' avaient engendrées et mobilisées le lien social sont laminées et le territoire d' origine du vaincu est déclaré « **terra incognita** » du nouveau régime (6). Des expéditions punitives y sont régulièrement organisées et l' application systématique de la politique de la terre brûlée, des pratiques aliénantes et asservissantes et la multiplication des mesures humiliantes et dégradantes.

Le phénomène a amplifié et amplifie les clivages et les turbulences. Ce n' est pas la nouvelle configuration des institutions en cours d' installation en Centrafrique ; aux lendemains du 24 Mars 2013 qui nous démentiront. Tout le monde lutte, pour avoir un rôle à sa mesure et pour maintenir et renforcer sa légitimité dans des situations politiques mouvantes et appelées à évoluer rapidement dans les prochains jours.

Comble de l' ironie, l' ère postcoloniale a usé et abusé de l' **usochronie** ; un genre qui lui permet de justifier de ses insuffisances et de sa gestion parcimonieuse de toutes les sortes de pénuries : Par exemple l' absence de débouchés maritimes ou de chemin de fer serait la cause du sous-développement alors qu' il n' existe aucun schéma national d' aménagement du territoire. Quiconque en Centrafrique et partout dans le monde sait qu' il y a des pays ayant des côtes maritimes et traversés du Nord au Sud par des lignes de chemin de fer, mais dont les populations croupissent sous la misère et l' ignorance, faute de bâtisseur d' exigences de pacte républicain et de pacte social lisibles et crédibles.

La lutte contre la pauvreté ne se fait pas, en ne mobilisant qu' une dynamique et une logique militaires. Brutaliser ne conduit qu' à une paralysie et une sclérose de toute initiative. Des petits producteurs aux artisans pour aboutir à la classe

6) République Centrafricaine ; Anatomie d' un Etat fantôme. Rapport Afrique n° 136-13 décembre 2007 Crisis Group.

moyenne, les 80 % de la population ne sont pas des fantassins.

L'ère postcoloniale ne s'est pas rendue compte que ce dont le Centrafrique a besoin, ce n'est plus de coups d'Etat et de coercition à tous les coins de rues ou à chaque étage des bureaux, de surcroît des hommes politiques mais des hommes d'Etat car, selon le rapport du PNUD sur le développement humain de 2006, le Centrafrique se situe au 172^e rang sur 177 pays et 67 % de la population vit désormais sous le seuil de la pauvreté, avec moins d'un dollar US par jour.

Un fait singulier au Centrafrique par rapport aux autres pays de l'Afrique Francophone est le déficit d'esprit d'entreprendre et d'entreprise.

B) Le coup d'Etat démunie les communautés humaines et territoriales.

Les mutineries à répétition et coup d'Etat ont en commun d'être source de prolifération de champs de mine et de champs de ruine. Les communautés humaines et les collectivités locales sont sous le règne de la terreur. Les saccages, vandalisme et autres formes de cruauté sont les corollaires des mutineries et coups d'Etat. Les liens familiaux sont disloqués, les villages entiers vivent prostrés, reclus ; la survie est la règle et la vie l'exception.

Tout le monde vit sous l'emprise de la trahison. La défiance et la méfiance généralisée hantent les esprits. Qui a l'autorité au village sinon le militaire. Qui est sommé de « dénoncer les siens » et l'ennemi invisible sous la menace de Kalachnikov sinon le maire d'une commune rurale, le chef de quartier.

Après cinq coups d'Etat et des mutineries à répétition, le Centrafrique reçoit l'assignation de s'interroger sur les capacités de l'ère postcoloniale, à mettre en perspective un quelconque avenir pour les générations futures notamment les problèmes productifs particuliers à l'échelle du territoire.

Le défi actuel est indéniablement l'émergence d'un territoire-système au niveau local par la construction des interactions unissant ses acteurs, les échanges avec l'environnement et l'évolution même de ces variables. La quête et l'identification des pôles structurant les solutions communes à l'émergence d'un Etat-nation où il

est possible de mettre en interdépendances les entités humaines et territoriales et gérer les villes, les régions, les communes rurales en impliquant leurs habitants ne doit plus appartenir au domaine de variable d'ajustement. On doit, enfin, considérer comme révolu le temps de l'assimilation de l'homme politique à un rédempteur voire de confondre son action à un sacerdoce.

Que ce deuxième Comité Nationale de Transition (CNT) ne vienne ni à une transition chaotique à l'instar du précédent mais à la recherche des solutions des différends.

Que le CNT ose sortir le Centrafrique des sentiers battus, du folklore politique, des orientations guidées davantage par la pulsion, par la parodie et la mascarade que la raison et la quête audacieuse des profondeurs.

II) Bâtir un Etat-nation capable d'apaiser les différends et vider les contentions.

« Pour de tel projet ; ce n'est pas le chemin qui est difficile ; C'est difficile qu'est le chemin »

Kierkegaard ; Philosophe.

Recentrer la problématique de la violence institutionnelle que porte le phénomène de coup d'Etat conduit à faire affleurer davantage les causes que les symptômes. Le coup d'Etat amène avec lui d'inépuisables capacités de nuisance au point que la question qui nous hante est la suivante : Devant l'absence d'institutions capables de générer l'Etat braqueur des libertés de depuis 50 ans en Etat-nation, la solution passe-t-elle par une redynamisation ou par un dynamitage du système postcolonial et sa logique ?

Quel genre de pacte républicain, vont accoucher les organisations et formations politiques qui pleurent les massacres et les destructions massives aujourd'hui ?

Les tenants de la démocratie réduite aux élections formelles ; c'est-à-dire à la convocation des élections selon l'agenda et le code électoral qu'ils fabriquent à leur sauce ont-ils un projet institutionnel d'alternative ? L'Etat postcolonial n'est pas en crise et ne se contente pas de dysfonctionner. L'Etat postcolonial de ces 50 dernières années vit dans la désinstitutionnalisation.

Il est fait d'attelage contre nature et n'est pas et n'a jamais été dans une logique de construction des exigences de la République. Cette désinstitutionnalisation a consisté en l'exercice d'un pouvoir d'empêchement de l'éclosion des capacités à réduire les inégalités soit sur le plan économique et sociales soit sur le plan des libertés publiques. L'éclosion de la nation ; c'est-à-dire favoriser sa participation constitue une menace. L'Etat actuel ; Etat générateur de coups d'Etat à répétition a fait du Centrafrique ; la plaquette tournante de toutes les formes d'amateurisme, d'approximation et de lieux communs dans la conduite des institutions ; héritées de la colonisation.

L'ère postcoloniale n'a ni fondé ni construit l'Etat. C'est un mélange de comportement d'esbroufe d'une part et d'erratique de l'autre. L'ère postcoloniale a travesti les institutions à défaut de bâtir la nation ; laquelle ne cesse de s'enliser dans du sable mouvant. L'ère postcoloniale est l'âge d'or de la culture de désaccord que de culture d'accord. Cette culture a produit des exaltés et fanatiques sanguinaires, a fait proliférer les pontes du raccourci et les imposteurs.

L'ère postcoloniale est l'ère où il est quasi impossible de lever des fonds pour financer un projet car, il n'existe pas d'épargne des particuliers et seuls les ministres et les grands corps de l'Etat sont capables de bâtir des hôtels, de créer des entreprises et d'embastiller des harems de femmes à travers le pays par la faveur de la politique de « ministre résident ».

Nous en appelons à l'urgente nécessité d'aller à la quête d'autres ressorts principaux pour faire émerger un Etat-nation. Un Etat-nation n'est ni un oxymore ni un élixir. Certains Etats en Afrique tels la Tanzanie, le Ghana, le Sénégal sont parvenus à le réaliser. Cela induit de la part de l'Etat actuel, des organisations de la société civile et les formations politiques, l'invention de la notion de destin commun à l'aune d'un tropisme ; l'intégration régionale et l'insertion dans les échanges internationaux.

Ce tropisme va générer, non seulement une vocation de bâtisseur aux organisations et forces politiques mais favorisera la construction d'une matrice. Dans le cadre de cette matrice, l'Etat-nation se dotera des mécanismes interdisant les ascensions fulgurantes et les auto-proclamations sous toutes les formes. A l'exercice arbitraire du pouvoir et de l'autorité tant par les oligarchies

civiles et militaires que celles issues des milieux religieux, qui ne cessent de s'activer et d'accélérer la relégation du Centrafrique vers la périphérie des Etats de la région et du continent , il convient de préférer un système judiciaire centré sur des principes tels l'accès du plus grand nombre de communautés humaines et des collectivités territoriales notamment en zones rurales aux biens publics , considérer comme tropisme du deuxième cinquantenaire, le désenclavement des régions et territoires en les rendant interdépendants, ériger le respect des droits humains en nouveau paradigme du modèle social, impulser et initier l'exercice de l'autorité fondée sur des liens réciproques entre les classes d'individus sur un territoire et qui repose avant sur la distinction entre ceux qui sont admis à contracter des obligations et droits réciproques et ceux qui ne le sont pas ; surtout en matière de sécurité de transactions et non la **fumeuse lutte contre la « corruption » de Bozizé-Touadéra ; véritables couples d'esbroufe et de perfidie.**

L'Etat-nation et non l'Etat-braqueur des droits et des intérêts- qu'a été-jusqu'alors l'ère postcolonial au travers les coups d'Etat - appelle de nouvelles conventions, un nouveau pacte républicain dans les formations politiques ; l'enjeu est la conquête de nouveau socle de valeurs communes ; irrigués par l'ancrage à la sous-région.

A) *La quête de l'homo faber.*

Le phénomène induit une autre interrogation. Si l'ère postcoloniale a édifié un pacte social, ce dernier traverse-t-il, depuis le 24 Mars 2013 des tourments passagers ou est-il dans la tourmente ? Ce qu'il est déplorable et mesquin de la part de l'ère postcoloniale c'est sa fourberie en matière de falsification de l'historicité du pacte social. Le « Zo kwé Zo » symbolisant à la fois le pacte social et le pacte républicain a été dévoyé de façon grotesque et ubuesque d'abord par Kolingba en « So zo là » puis en « Zo ayéké zo ». Véritable escroquerie intellectuelle ou aveu d'infertilité conceptuelle. Ce pacte- en fonction des régimes -vit aussi le délestage et la pénurie.

La virtuosité de l'ère postcoloniale s'est caractérisée par l'émasculature de la devise. Le ciment de l'**Unité** a volé en éclat, s'est disloquée à l'image des rues crevassées de Bangui. Les leaders politiques ont privatisé l'Etat à leur profit. Pour ce qui est de la **Dignité**, elle s'est effilochée : des massacres, des humiliations, des arrestations

suivies de tortures ; parfois avec la complicité de la magistrature. Les élections sont tronquées avec le soutien d' une Cour Constitutionnelle ; faisant œuvre de complicité pour avoir en retour, les meilleures places au soleil. Les indigents ne savent pas ce que c' est que les droits de la défense. Quant à la composante **Travail**, de cette devise, il le parent le plus malmené. Les droits élémentaires des Centrafricains sont aux pieds du mur dans ce domaine. Quels sont les facteurs qui empêchent ou interdisent qu' un employé en Centrafrique soit payé à la fin du mois ou même s' il y a des difficultés, qu' il perçoive ce qui lui est dû 10 sur 12 ? Pourquoi le travail en Centrafrique est assimilé à une corvée alors que les hauts perchés sont payés bien qu' ils ne fassent rien, s' adonnent à de véritable sinécure. Les agents de la fonction publique exerçant en province sont les laissés pour compte du système.

Comment évaluer les fondements qui doivent permettre de pousser un pays et ses composantes vers le développement ? Quand on se risque à une telle aventure, on est confronté à des tensions entre l' analyse des faits et les valeurs que ces faits véhiculent. Quel est le genre de vie et la politique auxquels chacun aspire ? Quel est l' outillage analytique dont se servent les formations politiques et les organisations de la société civile pour résoudre le dilemme entre les valeurs et les faits.

Le Centrafrique n' a qu' un employeur; l' Etat. On peut y faire carrière même en étant le moins besogneux ; pourvu que l' on soit obséquieux et qu' on se laisse aliéner. Le management par coercition est la règle ; celui qui accède à un poste de responsabilité y accède par le fait du prince « pour bons et loyaux actes d' allégeance et d' obséquiosité soutenue » .

Or, ce n' est pas de tel profil d' homme que les exigences d' une République et l' Etat-nation ont besoin ; c' est de l' homme entreprenant, l' homo faber.

Une des missions du CNT- en cette période de transition est d' oser briser l' armure des coups d' Etat pour mettre en chantier l' architecture des exigences républicaines ; un Etat-nation qui s' emparerait avec hardiesse des valeurs où s' accrocherait l' homo faber.

B)Progresser de l' unité nationale comme leurre à un destin commun à bâtir comme levier d' Etat nation.

Le phénomène « coup d' Etat » a fossilisé le dévoiement et la bifurcation de l' unité nationale. Par le prisme de « coup d' Etat », on se persuade que la notion d' unité nationale a servi à l' ère postcoloniale pour émasculer l' Etat et dévoyer la République.

On peut relever dans cette étude que la mise en gestation de la dynastie a été amorcée par Bokassa puis par Bozizé - avec la complicité évidente - des oligarchies, qui se sont successivement auto recrutées et, qui entretiennent leurs intérêts réciproques au détriment de la construction du devenir de la République. L' unité nationale n' est qu' un leurre pour de nombreux Centrafricains et la dénonciation du tribalisme ou du népotisme ; une véritable escroquerie intellectuelle sinon une véritable diversion. Quelle est la conquête de l' ère postcoloniale dont les jeunes Centrafricains peuvent être fier de la paternité à l' exception de se positionner dans l' esprit de leurs interlocuteurs par rapport à Bokassa ; comme s' il s' agissait d' une référence !

La religion du chacun pour soi catalyse et détermine davantage les réflexions et les actions que l' ambition de parvenir à remplir honorablement et proprement une des pages de l' histoire de ce pays. Tout ceci parce que, à l' exception de nous mettre d' accords pour des injonctions paradoxales, inventer toutes formes de coercition et d' assignation à partir des légendes urbaines et de magie noire, il y a peu ou prou de convention pour bâtir un destin commun.

Qu' est-ce- que bâtir un destin commun dans la perspective d' un Etat-nation ! La période postcoloniale a été une période de construction d' Etat criminel, ostracisant et prédateur. Elle doit désormais réveiller à la vigilance et à la résistance, pour initier des transformations, sans chercher nécessairement à prendre le pouvoir.

Bâtir le destin commun ne saurait se réduire à des slogans, pour rassasier des groupies et des griots. Bâtir et édifier le destin commun exige une posture d' exploration des voies jusqu' à présent abandonnées, abandonner les voies illuministes-aussi bien - des fieffés menteurs laïcs que des courroies de transmission des religions d' asservissement.

Les philanthropies financières de tout genre cherchent des territoires d' indigence pour y ensemer et y faire germer les indulgences.

Bâtir un destin commun c' est passer de

l' aide au sens humanitaire à la contractualisation de la coopération. Les forces politiques et les organisations de la société civile ne sauraient se complaire dans l' enlissement des postures rétrogrades alors que tout autour du Centrafrique, les nations s' éveillent. Loin d' être un canevas de mesures imposées, l' étude invite les forces politiques et les organisations de la société civile à impulser des politiques et encourager des prises d' initiatives à l' échelle des territoires pour passer de l' unité métaphysique à la solidarité réelle, à nouer des solidarités émancipatrices des individus aussi bien que des territoires.

Conclusion.

Quel Etat faut-il à la République Centrafricaine pour faire face à la mondialisation et les turbulences qui l' accompagnent ou la précèdent tels les déchaînements du climat ? Quelle est la constitution la plus appropriée qui garantirait l' exercice des droits et libertés, l' accès aux droits et l' exercice des pouvoirs et autorités susceptibles de créer une sorte d' attractivité aux territoires ? Quel est le socle de valeurs communes à bâtir pour ne pas retomber dans la spirale infernale des coups d' Etat ?

Nous avons proposé la notion de destin commun à bâtir, à édifier, non sur du sable mais sur du roc (La Sainte Bible). Cette étude prétend ouvrir un champ d' investigation :

D' abord par l' interpellation des jeunes à explorer les différents champs des sciences humaines et des sciences sociales, pour faire affleurer les différends et les différents déficits dans lesquels les coups d' Etat successifs ont enlisé le Centrafrique puis sclérosé l' Etat. Un tel travail aboutirait à préconiser l' interdépendance des territoires politiques en vue d' un désenclavement intérieur avant tout désenclavement géopolitique ; véritable nouveau dessein et nouvelle matrice du destin commun.

Ensuite nous soutenons, avec hardiesse, la thèse selon laquelle, il faut réfuter la vocation sacerdotale et de rédemption collective des Généraux et autres chefs de guerre civiles sans leadership, sans capacité d' impulsion de politiques publiques d' émancipation de la figure tutélaire et sans ingénierie de la **Délibération**. La délibération admet l' existence de la polyphonie dans la quête des voies et voix du développement

Reconnaitre que l' unité n' est pas figée

; soudée. Elle signifie une interdépendance des territoires malgré leur singularité. Faire de cette interdépendance, le synonyme d' intérêt collectif et c' est cette notion d' intérêt collectif et seulement cette notion d' intérêt collectif qui doit être transformé en ressource pour la conduite à termes de l' Etat-nation en voie de gestation. Ainsi, on peut être à même d' ériger l' approche de la délibération en paradigme, tant pour les forces politiques que pour les organismes de la société civile. La recherche d' un destin commun à construire dans la perspective d' un Etat-nation dépend, pour une bonne part du renforcement des capacités humaines et organisationnelles à l' intérieur des territoires imbriqués et interdépendants.

Nous n' avons pas fait une étude historique mais avons fait le choix de l' historicité comme outil de médiation et de remédiation cognitive du phénomène de coups d' Etat.

Dans ce difficile exercice, l' articulation de la remédiation et de la médiation nous a permis d' éviter le piège de l' allégorie, de la narration pour focaliser l' attention des lecteurs sur les effets pervers du phénomène de coups d' Etat.

Puisse l' actuelle transition être vécue comme le processus de fabrication de l' architecture globale du destin commun et des colonnes sur lesquelles reposeront les fondements et fondations de l' Etat-nation à naître. Puisse l' actuel CNT résister à l' enlissement, se dépasser et mettre sur des rails un Etat-nation, qui échappe à l' emprise de ceux qui n' ont d' autres préoccupations que le braquage des intérêts vitaux et la falsification de l' histoire de l' ancien territoire de l' Oubangui-Chari.

Il faut sevrer le Centrafrique de l' addiction aux coups d'Etat et le convaincre de bâtir le destin commun de sa nation.